



Consultation publique pour le plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Mémoire présenté par Solidarité Gaspésie

Madame Chantal Rouleau

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

19 juin 2023

Solidarité Gaspésie estime que la lutte contre la pauvreté est à relier fortement avec les initiatives de développement économique et social...

Introduction

Solidarité Gaspésie est un regroupement citoyen préoccupé par le développement de notre territoire. Soucieux de valoriser un meilleur dialogue entre les élus municipaux, provinciaux, fédéraux et les citoyens et citoyennes, nous nous intéressons aux enjeux sociaux, économiques, culturels, environnementaux et de gouvernance, enjeux soulevés par le développement de notre territoire.

Nous sommes animés par une démarche non partisane. Nous cherchons à mettre en œuvre un modèle de développement qui s'appuie notamment sur les entreprises et organisations locales (régionales), de même que sur une juste répartition des ressources publiques, et qui permet de soutenir la création d'emplois durables chez nous. Enfin, nous souhaitons contribuer à la vitalité d'un vaste mouvement citoyen capable de redonner un élan soutenu et décisif et un pouvoir d'action accru aux habitants du territoire gaspésien.

Nous présentons maintenant deux angles sous lesquels la pauvreté et la lutte contre celle-ci seront analysées.

A) Premier angle

Le premier angle met l'accent sur les ressources, notamment en biens et services, que les personnes possèdent ou dont elles disposent. On peut ainsi considérer le niveau de revenu, ou de consommation, qui conduit à une analyse monétaire de la pauvreté pour ces personnes.

La Gaspésie présente depuis de nombreuses années l'indice de vitalité économique le plus bas des régions du Québec. En 2020, les données de l'Institut de la statistique du Québec publiées le 30 mars 2023, montrent que 70,2% des municipalités de la Gaspésie se situent dans le 5^e quintile, 17% dans la 4^e quintile et 12,8% dans le 3^e quintile par rapport aux autres municipalités du Québec. Aucune municipalité ne fait partie des deux premiers quintiles de cet indice.^{1 2}

La pauvreté engendre des conséquences importantes qui peuvent freiner la croissance économique. Les populations pauvres ont moins de pouvoir d'achat pour consommer des biens et des services, ce qui peut réduire la demande économique globale de la région.

En 2018, le revenu total médian des particuliers de 18 ans et plus s'élève à 26 562 \$ dans les localités se classant dans le dernier quintile, comparativement à 35 988 \$ dans l'ensemble du Québec et à 41 634 \$ dans les localités appartenant au premier quintile. Le revenu médian dans les localités se classant dans le dernier quintile représente ainsi 63,8 % de celui dans les localités se trouvant dans le premier quintile.

Les populations pauvres sont souvent plus dépendantes des aides sociales et des soins de santé gratuits ou subventionnés, ce qui peut augmenter les coûts sociaux et augmenter l'offre de services pour les gouvernements. En Gaspésie, une analyse de la direction de

Santé publique sur les inégalités sociales de santé³, mise à jour en 2022, montre que les personnes seules, les familles monoparentales et les personnes les moins scolarisées sont parmi les groupes les plus vulnérables financièrement, leur revenu ne leur permettant pas dans bien des cas de couvrir leurs besoins de base comme se nourrir, se vêtir, se loger et se déplacer. Quant aux femmes, même si la majorité peut bénéficier des revenus des autres membres de la famille, elles demeurent malgré tout plus vulnérables financièrement que les hommes à cause de leur revenu personnel nettement inférieur. L'État, par ses interventions, doit donc porter une attention particulière à tous ces groupes.

Nous notons aussi que les résidents des localités se classant dans le dernier quintile dépendent grandement des transferts gouvernementaux comme sources de revenus ; en 2018, les transferts courants en provenance des administrations publiques représentent 28,7 % des revenus totaux des 18 ans et plus. En comparaison, dans l'ensemble du Québec, la part relative des transferts gouvernementaux dans le revenu total des particuliers est nettement moins élevée, soit de 14,3 %. Dans les localités du premier quintile, cette part est encore moins importante, soit de 11,5 %.

Le Programme revenu de base mis en place au cours de la dernière année pour les personnes en situation de contrainte physique et/ou mentale, qui augmente les gains de travail permis, est une avancée significative au niveau des paiements de transferts. Ce programme pourrait être étendu à toutes les personnes prestataires de l'aide de dernier recours.

B) Deuxième angle

Le deuxième angle sous lequel analyser la pauvreté s'intéresse plutôt à ce que les personnes sont capables de faire et d'être, en utilisant les ressources dont elles disposent. Cette approche insiste alors sur l'accès à ces ressources, mais elle considère surtout la manière dont ces ressources sont utilisées pour fonctionner quotidiennement et pour accroître les capacités de faire, d'être ou de devenir des citoyens et citoyennes à part entière. Il nous faut construire avec celles et ceux qui vivent la pauvreté⁴.

Sur cet aspect, nous voulons vous entretenir de quelques secteurs d'activité qui génèrent de la pauvreté en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

L'éducation

Les populations pauvres ont également souvent un accès limité à l'éducation, ce qui peut réduire leur capacité à travailler de manière salariée et à contribuer ainsi au développement socio-économique de la région gaspésienne⁴.

Parmi les aspects multidimensionnels de la pauvreté, un élément stratégique est celui de l'accès à l'éducation pour les personnes et celui des interrelations qui se manifestent au sein des organisations publiques, parapubliques et sociales de la région. Un faible portefeuille de connaissances hypothèque la prise de décision pour une gestion optimale des ressources régionales. Les chercheurs et les décideurs politiques ont noté depuis longtemps le rôle que pouvait jouer la qualification de la main-d'œuvre dans

l'accroissement de la production de biens et services⁵ et pour le développement social plus large de la société.

Plus haut diplôme obtenu Recensement 2021 StatCan

	Total	Aucun diplôme ou grade	Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	Certificat ou diplôme d'une école de métiers, autre qu'un certificat d'apprenti	Certificat d'apprenti dans un métier	Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	Baccalauréat ou grade supérieur
Québec	100	18,2	21,4	11,5	4,4	17,4	3,7	23,5
Le Rocher-Percé	100	35,5	21,5	13,1	4,3	15	1,7	8,8
La Côte-de-Gaspé	100	24,3	22	13	4,3	18,6	3,1	14,8
La Haute-Gaspésie	100	32	21	14,8	4,4	15,2	3,2	9,2
Bonaventure	100	24,2	21,9	16,1	6,5	15,7	3,7	11,9
Avignon	100	23,5	19,1	17,6	6,1	17,6	3,1	13

La région présente en 2021 un écart défavorable très significatif par rapport au Québec d'environ 10% de la proportion de personnes ne possédant pas de diplôme de niveau secondaire. Pour les autres groupes, en lien avec diverses initiatives autour de la persévérance scolaire mises en place au cours des dernières années, le niveau des diplômés de niveau secondaire et CEGEP est comparable à celui du Québec. Notre situation est un peu plus positive avec un allègement des conditions de développement pour les programmes de formation professionnelle. Les tableaux sur la scolarité montrent une situation pour le niveau universitaire très préoccupante. On y note pour, tout niveau de diplôme universitaire confondu, un taux de 14% pour les MRC de la Gaspésie, comparé à 27% pour le Québec. C'est près de deux fois moins de diplômés universitaires que la moyenne pour le Québec. On peut y interpréter un déficit de connaissances qui handicape la région dans son développement tant économique que social.

La création d'une agence universitaire pour la région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine, dotée d'un conseil d'administration comprenant des représentants du milieu des affaires, des jeunes diplômés, des syndicats, des enseignants et des futurs étudiants pourrait devenir un outil au service des étudiants et étudiantes de la région. Cette agence négocierait pour les étudiants et étudiantes potentiels auprès des institutions universitaires, des microprogrammes adaptés aux besoins des apprenants et des entreprises de la région. Cette agence, comme les universités traditionnelles, aurait un pouvoir de certification permettant aux apprenants de maintenir et parfaire les connaissances acquises lors de leur séjour en milieu institutionnel et encore plus

important, d'acquérir des connaissances sur les nouveaux processus technologiques, d'affaires ou encore d'organisation sociale.

Ainsi dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'éducation doit se développer en dépit de la pauvreté, pour faciliter précisément une sortie de celle-ci.

La littératie numérique

Au cours des années 1990, le numérique est entré dans nos vies au même titre que l'automobile, l'électricité, le téléphone dans les années précédentes. Il est devenu un outil essentiel et entraîne, tout comme les technologies précédentes, une fracture entre les utilisateurs. Un fossé sépare ceux et celles qui bénéficient de l'accès à l'information numérique et les autres, ceux et celles qui demeurent privés des contenus et des services que ces technologies peuvent offrir. Le manque d'accessibilité au numérique rend les personnes qui en souffrent "info-pauvres".

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), a mis en lumière la nécessaire "aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, pour atteindre des buts personnels et étendre ses connaissances et ses capacités" ⁹. L'accès à l'information, particulièrement l'accès à l'internet, a été identifié comme un facteur important qui influence la littératie des adultes.

Dans la région Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine, selon les données NETendances publiées par le CEFRIO pour 2018 ¹⁰, 91% des foyers gaspésiens sont branchés à l'internet à leur domicile et 81% des individus sont identifiés comme des internautes réguliers (1f/j). Bien que cette proportion d'utilisateurs soit comparable à l'ensemble du Québec et en croissance constante depuis plusieurs années, une autre analyse du CEFRIO ¹¹ fait un constat préoccupant au sujet du degré de compétences des utilisateurs. Dans cette analyse des compétences numériques des adultes, publiée en 2016, les résultats montrent un écart significatif inférieur de 11% des personnes de l'Est-du-Québec qui s'attribuent un niveau de compétences numériques élevées par rapport à la moyenne québécoise. (Régions Est du Québec 34% - Moyenne nationale 45% - Région de Montréal 54%). Cette évaluation des compétences est sans doute surévaluée, car il existe souvent un décalage entre le niveau de compétences issu de l'auto-évaluation des individus et celui issu de l'observation de leurs comportements dans le cadre de la réalisation de tâches bien définies.

Avec la transformation numérique portée par le Gouvernement du Québec, nous prévoyons certaines difficultés pour une importante partie des gaspésiens et gaspésiennes, madelinots et madelininiennes de s'inscrire en ligne auprès d'un médecin de famille, trouver l'information adéquate pour s'occuper de sa santé, de rechercher et postuler sur un emploi, d'utiliser les services bancaires en ligne, d'assurer le renouvellement et les réclamations d'assurances, de produire son rapport d'impôts, de participer à la vie communautaire et d'être un citoyen actif et impliqué dans sa municipalité.

Dans la stratégie de transformation numérique gouvernementale déposée par le ministre Caire, en septembre 2019 ¹², il est inscrit comme priorité “d’accompagner les citoyens et de soutenir le développement de la littératie numérique” pour abaisser les barrières à l’utilisation des différentes plateformes supportant les services gouvernementaux.

Le manque de maîtrise des outils numériques s’inscrit dans un continuum: “Déqualifié”, disqualifié menant à l’exclusion sociale. Les personnes qui ne possèdent pas les compétences essentielles en littératie numérique sont considérablement désavantagées dans leurs efforts pour accroître leur autonomie, atteindre leurs objectifs de carrière, conserver leur emploi, poursuivre leurs études et leur formation.

L’aptitude à utiliser l’information de manière proactive, à lui donner du sens dans son propre cadre de vie et à prendre des décisions en vue d’agir sur son environnement tant personnel que professionnel sont de plus en plus nécessaires à l’occupation d’un emploi et à la participation active à la vie citoyenne.

Les organismes d’alphabétisation de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine qui offrent gratuitement aux personnes vivant une situation d’analphabétisme, des difficultés à lire, à écrire et à compter, un soutien à l’apprentissage dans le but de favoriser leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle deviennent des organismes porteurs d’un programme de formation spécifique pour l’amélioration des compétences numériques des adultes dans la région.

Les transports

Les transports ont un impact significatif sur l’économie de la région. À l’échelle de la Gaspésie, le camionnage présente le plus important type de transport de marchandises. Ce type de transport, bien qu’il présente des avantages pour sa souplesse, sa fiabilité et sa rapidité, comporte des coûts économiques importants. Ce choix modal, la plupart du temps prescrit par le fournisseur, génère pour le gouvernement une augmentation des coûts d’entretien du seul réseau routier de la région. Ce type de transport de marchandises plus coûteux que le transport ferroviaire ou encore fluvial défavorise les entreprises régionales. Celles-ci doivent faire face à des frais plus grands que les entreprises des grands centres et sont, contraintes par le fait même, dans les investissements de développement de l’entreprise. L’économie régionale est affectée négativement par l’absence d’autres types de transport.

Le camionnage montre aussi un impact négatif dans la sphère environnementale. Plus de 44 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent des transports au Québec et sont en grande partie associées au transport routier pour une large part de 34 %. Pour diminuer les émissions issues des transports, le gouvernement du Québec dans son programme de lutte contre les changements climatiques, veut réduire les distances parcourues et les déplacements motorisés tout en nous assurant d’offrir différents types de transport ⁷. La reprise du transport ferroviaire en région serait à cet égard des plus bénéfiques puisque le train émet six fois moins de gaz à effet de serre que le camionnage lourd.

Le secteur des transports induit également des impacts négatifs sur la sphère sociale. Par exemple, le transport par autocar devient de moins en moins accessible parce que l'opérateur a mis fin à plusieurs trajets en Gaspésie avec l'aval de la Commission des transports du Québec. La desserte s'étant dégradée, les utilisateurs ont délaissé le service et l'achalandage a diminué. Cet achalandage réduit risque d'entraîner d'autres coupures et d'enclencher une spirale négative. L'absence de transport ferroviaire pénalise diverses catégories sociales comme les étudiants et étudiantes qui pourraient utiliser, à moindre coût que l'automobile, le train pour venir en région ou encore aller à l'extérieur de celle-ci. La population gaspésienne est vieillissante et de nombreuses personnes doivent parcourir en auto de longues distances pour obtenir des soins spécialisés. Le train leur procurerait un mode de transport sécuritaire et confortable, en particulier en hiver.

Bref, la création d'un groupe de travail multipartites comprenant des entreprises privées, des fournisseurs de services, des élus, des représentants d'organismes publics et para publics et des citoyens et citoyennes avec pour mandat d'analyser et d'optimiser le réseau de transport régional en tant qu'actif stratégique pour la région présenterait un premier pas vers l'amélioration de la situation.

L'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire au niveau individuel existe pour plusieurs raisons qui tournent essentiellement autour d'une dimension déterminante, l'accès : l'accès physique aux biens alimentaires, en lien avec le transport de marchandises et l'accès économique, en lien avec le pouvoir d'achat. En effet, des revenus trop faibles ne permettent pas de répondre correctement aux besoins de base, notamment, celui de se nourrir.

Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, il y aurait, en 2015-2016, 6,1 % de la population de 12 ans et plus de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine qui vivent de l'insécurité alimentaire (3,7 % en insécurité alimentaire modérée et 2,4 % en insécurité alimentaire grave), faute d'argent. Ces données ne permettent pas cependant de faire ressortir de différence entre la région et le Québec, 7,4%, relativement à la prévalence de l'insécurité alimentaire.

Toutefois, une donnée significative mérite notre attention¹³. En Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine, 36,1 % de la population vit dans un secteur qualifié de désert alimentaire, comparativement à 5,7 % pour l'ensemble du Québec et comparativement à 13,1 % pour l'ensemble de la population rurale du Québec. La région se démarque de façon significative. Les personnes les plus touchées par ce faible accès, et dont il faut tenir compte dans l'implantation des interventions, sont celles dont la mobilité est réduite (ex. : les personnes âgées), ou celles qui ont peu accès à des moyens de transport (ex. : les personnes en situation de précarité).

Nous retrouvons ici un élément collatéral de nos systèmes de transport déficients qui milite en faveur de la création d'un groupe de travail spécifique, comme mentionné précédemment, pour ce sujet d'intérêt public qu'est le transport en Gaspésie. Nous

appuyons aussi les initiatives qui contribuent à augmenter le revenu de base, considérant que la pauvreté est le principal déterminant de la santé associé à l'insécurité alimentaire.

Le logement

Le maintien d'une offre de logements suffisante et l'atteinte d'une démographie durable ont été définis par des élus de la région comme des priorités pour la Gaspésie. Ces deux périmètres de travail ont été intégrés au Plan d'action 2020-2022 de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022.^{14 15}

Dans une étude réalisée par le CIRADD en 2021 sur le logement locatif en Gaspésie¹⁶, le principal obstacle à la recherche d'un logement est l'absence de logements disponibles. Les principaux demandeurs de logements locatifs sont les nouveaux arrivants, incluant les travailleurs saisonniers, et les habitants locaux, particulièrement les personnes âgées souhaitant vendre leur maison pour aller vivre dans un appartement. Du côté de l'offre, le faible rendement de l'investissement serait le principal facteur expliquant le peu d'investissements effectués dans le logement locatif en Gaspésie. Pour les promoteurs privés, le coût par porte d'une nouvelle construction en Gaspésie serait de 20 000 \$ à 25 000 \$ plus élevé qu'ailleurs au Québec. Dans bien des cas, ce surcoût a pour effet de conduire les promoteurs à se retirer parce qu'ils considèrent que le rendement de l'investissement est trop faible ou trop tardif.

Par ailleurs, la Gaspésie présente depuis plusieurs années un intéressant tableau pour l'emploi. C'est tout un défi de pourvoir ces postes et d'attirer les jeunes en région alors que de nombreuses municipalités affichent un taux d'inoccupation des logements inférieur à 1%. Les entrepreneurs et gestionnaires des secteurs publics et parapublics en viennent à s'improviser gestionnaires immobiliers pour accueillir ces nouveaux employés. Ce volet de logement sort de leurs activités courantes, mais ils doivent s'y activer sans quoi, ils n'auront pas d'employés.

De plus, en Gaspésie, 13,7 % des locataires sont priés de quitter leur logement pendant la saison estivale pour faire place aux touristes. Beaucoup n'ont nulle part où aller. Il y a des gens qui campent pendant l'été ; d'autres qui habitent dans des roulottes. Il y a de nombreuses personnes qui habitent dans leur famille, chez des amis. On parle d'un phénomène d'itinérance « cachée », parce que souvent temporaire. Cette forme d'itinérance contraint de nombreux Gaspésiens à camper, à vivre dans une roulotte ou à être hébergés chez des connaissances pendant l'été.

Il n'y a pas toujours eu une crise du logement en Gaspésie, et il est possible d'en sortir. Toutefois, celle-ci ne disparaîtra pas d'elle-même. Il faut un plan d'intervention avec des objectifs clairs et des moyens conséquents.

Pour la Gaspésie, une importante partie de la solution passe, selon nous, par la construction d'une abondance d'unités de logements collectifs pour les groupes les moins nantis qui vivent dans une situation perpétuelle de crise de l'habitation. Il est temps de décider collectivement d'éradiquer cette précarité. La construction soutenue de logements sociaux, ou à but non lucratif, HLM, les coopératives et les OSBL d'habitation, constitue

un levier concret afin d'offrir un toit convenable pour tout le monde. À cet égard, rappelons que l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ) proposait en 2020 de construire, pour l'ensemble du Québec, plus de 40,000 logements supplémentaires d'ici 2026. Enfin, le logement social ou à but non lucratif agit également comme levier de lutte à la pauvreté. D'abord, moins de personnes sont mal logées, moins les services publics sont sollicités. Des loyers qui respectent les capacités de payer des personnes à faible revenu permettent à celles-ci d'accroître leur part de budget allouée à d'autres dépenses, l'alimentation en est un exemple concret.

Conclusion

Nous tenons à vous rappeler que certaines avancées significatives de lutte contre la pauvreté ont été réalisées au cours des dernières années dans la région Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine. Sous une démarche intégrée en développement social, « Le plan de communauté de la MRC », la région a développé et mis en opération six espaces de concertation et d'initiatives intersectorielles de lutte à la pauvreté. Ces espaces regroupent plusieurs organisations de différents milieux de chacune des MRC : Centre Intégré de Santé et de Services Sociaux, organismes communautaires, Centres de services scolaires, organismes de développement économique et municipalités, ceci autour d'enjeux communs en matière de développement social.

Dans la région, ces acteurs locaux et certains acteurs régionaux ont ciblé les besoins et les priorités d'action de leur milieu en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Des projets comme l'accompagnement jardin, la récupération alimentaire, l'éveil à la lecture, des camps de jour, des cuisines collectives, des initiatives de préparation de plats cuisinés, des initiatives en matière de logement social et abordable, de saines habitudes de vie, l'amélioration de la mobilité durable, l'aide à l'emploi, des initiatives de participation citoyenne, ont été développées avec un financement issu d'un programme gouvernemental : Les Alliances pour la solidarité. Ce sont des ententes en vertu desquelles les organismes locaux se sont vu confier la gestion d'une enveloppe provenant du Fonds Québécois d'Initiatives Sociales (FQIS) pour le soutien à la mobilisation et aux projets en région. Cette remarquable initiative régionale s'attaque aux causes structurelles de la pauvreté par la mobilisation collective des acteurs locaux. Elle combine des réseaux locaux, des ressources caritatives, des ressources gouvernementales et des acteurs sociaux et publics du milieu.

Le leadership terrain assumé par les agents de développement social des MRC facilite, les consensus et les alliances nécessaires entre plusieurs partenaires parapublics, privés et d'organismes à but non lucratifs dans la réussite des activités de lutte à la pauvreté et d'inclusion sociale. Cette stratégie plurielle de développement combinée avec un investissement gouvernemental ciblé devient un dispositif de dynamisation collective du milieu dans la lutte à la pauvreté.

Références :

- 1 <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/bulletin-analyse-indice-vitalite-economique-territoires-edition-2023.pdf>
- 2 https://statistique.quebec.ca/cartovista/ivt_mrc/index.html
- 3 <https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2022/04/Les-inegalites-sociales-de-sante-en-Gaspesie-Iles-de-la-Madeleine-Mise-a-jour-2022-1.pdf>
- 4 <https://www.erudit.org/fr/revues/ri/2014-v69-n2-ri01405/1025033ar.pdf>
- 5 https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/rapport_Lussier.pdf p.22
- 6 <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810038702&geocode=A000224>
- 7 <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-economie-verte/actions-lutter-contre-changements-climatiques/reduire-ges-transport>
- 8 <https://www.oecd.org/fr/education/innovation-education/39438013.pdf>
- 9 <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-economie-verte/actions-lutter-contre-changements-climatiques/reduire-ges-transport>
- 10 <https://transformation-numerique.ulaval.ca/enquetes-et-mesures/netendances/portrait-numerique-des-regions-du-quebec-2018/>
- 11 <https://transformation-numerique.ulaval.ca/enquetes-et-mesures/netendances/competences-numeriques-des-adultes-quebecois-2016/>
- 12 <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/vitrine-numeriqc/strategie-numerique>
- 13 <https://www.cisssdesiles.com/wp-content/uploads/2014/07/Cadre-de-référence-securité-autonomie-alimentaires-GÎM-2020.pdf>
- 14 https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/occupation_territoire/StrategieOVT_PlanContribution2020-22_Gaspesie.pdf
- 15 <https://vivreengaspesie.com/la-strategie/>
- 16 https://www.ciradd.ca/wp-content/uploads/2021/05/2019073_Rapport_20210505_FINAL.pdf